

Décoloniser l'aide humanitaire en période de coups d'État

Colonialité, agentivité locale et crise de l'intervention au Niger

Olawale Akinrinde, PhD

Chercheur associé, Université de l'État libre, Bloemfontein, Afrique du Sud
<https://orcid.org/0000-0001-7350-2376>

akinrinde.oo@ufs.ac.za

Maître de conférences principal, Département des sciences politiques,
 Université de l'État d'Osun, Nigéria

olawale.akinrinde@uniosun.edu.ng

Résumé

Cette étude examine les intersections entre l'aide humanitaire et la colonialité au Niger, en montrant comment le coup d'État de 2023 a à la fois intensifié les défis opérationnels existants et mis en lumière des tensions structurelles plus profondes, enracinées dans les opérations humanitaires du pays. S'appuyant sur des entretiens qualitatifs menés auprès de travailleurs humanitaires et d'experts, l'étude adopte un cadre décolonial pour analyser la manière dont les interventions humanitaires perpétuent des normes coloniales néolibérales, des hiérarchies genrées et des systèmes de gouvernance humanitaire externes qui sapent l'agentivité et l'autonomie des communautés locales.

Bien que le coup d'État ait affecté les routes d'accès humanitaire, accru les risques sécuritaires et imposé de nouvelles restrictions bureaucratiques aux opérations humanitaires, les résultats montrent que ces obstacles sont indissociables des relations de pouvoir postcoloniales de longue date intégrées dans le système de gouvernance néolibéral, largement rejeté par la majorité de la population nigérienne en raison de sa complicité dans la perpétuation de leur marginalisation socio-économique et politique.

L'étude montre également que de nombreux Nigériens perçoivent encore les organisations d'aide comme des prolongements de l'ordre mondial néolibéral hérité du colonialisme, ce qui affaiblit la crédibilité de leurs prétentions à la neutralité et met en évidence leur complicité perçue dans les difficiles conditions socio-économiques actuelles de la population. Elle soutient que l'efficacité humanitaire dans les contextes affectés par des coups d'État ne peut être atteinte de manière significative par de simples ajustements opérationnels.

Pour y remédier, il apparaît clairement que les systèmes actuels d'opérations humanitaires néolibérales nécessitent une refonte globale des modalités de fourniture de l'aide, centrée sur l'agentivité communautaire, les savoirs locaux et la prise de décision collective. Il est également nécessaire de démanteler les structures coloniales qui ont façonné la gouvernance humanitaire moderne au Niger et dans la plupart des pays africains. À la lumière de ce qui précède, l'étude plaide en faveur d'un système humanitaire décolonisé, structurellement africain, capable de renforcer la confiance entre les populations locales et les organisations humanitaires, de consolider la résilience et de promouvoir la stabilité politique au Niger et dans des contextes analogues.

Mots-clés

Colonialité du pouvoir, coup d'État, décolonialité, aide humanitaire, Niger

How to cite this paper:
 Akinrinde, O. (2025). Décoloniser l'aide humanitaire en période de coups d'État : colonialité, agentivité locale et crise de l'intervention au Niger. *Global Africa*, (12), pp.
<https://doi.org/10.57832/3tgk-7y67>

Received: August 4, 2025

Accepted: October 18, 2025

Published: December 20, 2025

© 2025 by author(s). This work is openly licensed via [CC BY-NC 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/)



Introduction

Au cours des dernières décennies, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont été marqués par des coups d'État, des guerres civiles et des conflits intranationaux. Les conflits armés et les épisodes de violence politique, tels que les coups d'État, sont devenus plus fréquents dans cette région que dans d'autres parties du monde (Youngs et al., 2024). Parallèlement, de nombreux autres pays à travers le monde, comme l'Ukraine et la Palestine, continuent de faire face à divers niveaux de crises humanitaires liées aux conflits armés, qui ont eu des impacts négatifs sur les opérations humanitaires dans ces régions (Doutchi et al., 2024).

État enclavé, le Niger est, depuis sa création, marqué par les héritages durables du colonialisme, du sous-développement et des instabilités politiques récurrentes à l'intérieur de ses frontières. Ces dernières années ont montré que le Niger, ainsi qu'une grande partie de l'espace territorial de la sous-région du Sahel, ont connu une recrudescence des coups d'État et de l'aventurisme politique militaire, perturbant la plupart des structures de gouvernance néolibérales et leurs systèmes socio-économiques au sein de la société (Doukhan & Azani, 2021).

Il est évident que les ruptures soudaines, souvent violentes, de gouvernement et de gouvernance — notamment celles résultant d'interventions militaires, comme au Niger — ont constamment eu des conséquences profondes sur la stabilité du pays, ainsi que sur l'efficacité des opérations d'aide humanitaire (Youngs et al., 2024). Le coup d'État de juillet 2023, qui a renversé le président Mohamed Bazoum, a davantage accru la volatilité politique de la région. Alors que le Niger était longtemps considéré comme un pays relativement stable pour la mise en œuvre de projets humanitaires et de développement au Sahel, le passage à un régime militaire a indéniablement entraîné un renforcement du contrôle des activités humanitaires et un durcissement des conditions opérationnelles.

Historiquement, le paysage politique du Niger a été marqué par un cycle d'instabilité, le pays dépendant fortement de l'aide humanitaire pour sa survie et celle de sa population. Bien que des réflexions et des résultats émergents, notamment ceux de chercheurs tels que Kemedjio et Lynch, aient révélé que l'Afrique a historiquement été un pourvoyeur d'aide plutôt qu'un bénéficiaire, en particulier durant les périodes historiques de l'esclavage et du colonialisme (Kemedjio & Lynch, 2024), cet argument est de plus en plus débattu à l'époque contemporaine.

Dans les études africaines sur la politique de la philanthropie et de l'aide, l'ouvrage collectif dirigé par Aina (2013), *Giving to Help, Helping to Give: The Context and Politics of African Philanthropy*, retrace la manière dont les acteurs africains négocient simultanément leur agentivité dans les rôles binaires de donateur et de bénéficiaire ; les dynamiques actuelles font désormais écho à des critiques plus larges. Ces révélations appellent à une réévaluation des récits simplistes qui présentent l'Afrique comme dépendante de l'aide, ainsi qu'à un examen de la manière dont la politique de l'aide s'entrecroise avec l'autorité locale et la dignité (Ampofo, 2024). Toutefois, les événements récents révèlent également la dépendance de nombreux États africains à l'égard de l'aide (Ocha, 2023).

Les puissances coloniales, qui ont tracé des frontières arbitraires et instauré des structures administratives extractives, ont laissé, au moment des indépendances, des institutions étatiques faibles et une répartition inégale des agences de pouvoir au Niger et dans de nombreux autres États africains colonisés. Cela a rendu ces États fortement dépendants de l'aide. L'héritage colonial a contribué au sous-développement actuel en facilitant, entre autres, l'adoption du modèle de démocratie libérale, lequel s'est souvent avéré incompatible avec les réalités culturelles et sociales africaines autochtones.

L'échec de l'expérimentation démocratique néolibérale au Niger est devenu de plus en plus manifeste au cours des dernières décennies. Le désenchantement populaire s'est accru en raison de l'incapacité du système néolibéral à répondre aux injustices historiques et aux besoins locaux. Cette situation peut être comprise non seulement comme un effondrement administratif, mais aussi comme le résultat d'une violence épistémique et de systèmes de gouvernance toujours étrangers aux

conceptions africaines de la solidarité, de la souveraineté et de la communauté, dès lors qu'elle est analysée à travers le prisme de l'agentivité philosophique africaine, en mobilisant notamment les travaux de Fanon (1961) et de Mbembe (2001).

En conséquence, les coups d'État apparaissent non seulement comme des manifestations de luttes locales pour le pouvoir politique, mais aussi comme des expressions d'un mécontentement généralisé à l'égard d'un système perçu comme une extension des héritages coloniaux et néolibéraux (Mamdani, 1996 ; Mbembe, 2001).

Des rapports récents en provenance du Niger confirment que les organisations humanitaires dans le pays sont confrontées à des environnements opérationnels complexes, où la perturbation des institutions étatiques néolibérales, la reconfiguration des rapports de pouvoir et la militarisation de la gouvernance ont bouleversé les routes et les mécanismes établis pour la distribution de l'aide. À cela s'ajoute le constat largement rapporté que le coup d'État n'a pas seulement créé des problèmes bureaucratiques, mais a également imposé des réglementations plus strictes, perturbant la fourniture de services essentiels tels que la nourriture, les médicaments et l'hébergement aux communautés locales (Ocha, 2023).

La sécurité des travailleurs humanitaires constitue également une préoccupation majeure, plusieurs convois ayant été stoppés à des postes militaires de contrôle, selon des rapports du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires. D'autres ont fait face à des menaces directes de groupes armés profitant du chaos politique (Ocha, 2023).

La reproduction des structures de pouvoir coloniales a toutefois été souvent dissimulée par l'insistance des organisations humanitaires sur les programmes de secours dits « neutres » ; certains promouvant les prétendues « meilleures pratiques » et « standards occidentaux » dans les anciens territoires colonisés, comme le Niger, tout en ignorant les modalités de soin locales et l'agentivité des populations (Guillou, 2024). Fait intéressant, les ONG internationales suivent fréquemment les mêmes procédures descendantes que celles autrefois utilisées par les administrateurs coloniaux, et les structures d'aide postcoloniales au Niger reflètent encore leurs héritages administratifs français (Rodogno, 2021 ; CIHA, 2024).

Cela dit, les défis rencontrés par les opérations humanitaires au Niger doivent être compris dans un cadre théorique reflétant les réalités actuelles du contexte africain. Afin d'interroger de manière critique la continuité des structures humanitaires coloniales, l'étude adopte une perspective décoloniale, conceptualisée globalement comme une approche révélant comment l'aide reproduit les régimes de pouvoir et de connaissance coloniaux, en s'appuyant sur Quijano (2000). Pour cette étude, le paradigme décolonial est conçu comme une manière africaine de retrouver des savoirs qui ont été réprimés, tout en repensant son histoire selon des modalités cohérentes avec ses caractéristiques et ses réalités propres.

En pratique, l'approche décoloniale est présentée ici comme un paradigme de développement vivant, qui place le développement africain au centre de sa propre histoire, de ses savoirs et de son mode de vie. Comme l'a souligné Mignolo (2011), cette approche implique une « désobéissance épistémique » et le courage de remettre en question, de rejeter et de réimaginer les manières dominantes de connaître, néolibérales et eurocentriques. Elle valorise également les expériences et savoirs de ceux qui ont été historiquement marginalisés, quelles que soient leurs particularités culturelles, épistémiques, sociales ou historiques (Tamale, 2020). Une approche véritablement décoloniale nous invite donc à examiner les fondements historiques et structurels profonds du système d'aide lui-même.

Il ne fait aucun doute que la théorie décoloniale remet en question l'autorité structurelle et systémique de la démocratie libérale occidentale et ses fondements néolibéraux, en soulignant que ce système n'est ni objectif ni universellement applicable. Au contraire, il repose sur des héritages coloniaux qui continuent de façonner les relations de pouvoir mondiales et de reproduire les inégalités dans les contextes postcoloniaux (Mignolo, 2011 ; Ndlovu-Gatsheni, 2013).

Au Niger, les échecs répétés de la gouvernance démocratique libérale — marqués par la corruption, la mauvaise gestion économique et l'incapacité à promouvoir un progrès social significatif — ont alimenté des cycles de coups d'État militaires. Pour beaucoup, ces crises confirment l'idée que la démocratie libérale n'est pas une solution africaine mais un modèle importé de l'Occident, qui peine à s'enraciner dans les réalités locales.

Cette critique s'étend également à l'aide humanitaire. Il est clair que de nombreuses agences internationales se présentent comme impartiales et bienveillantes. Cependant, la majorité des populations locales au Niger les perçoivent comme des extensions de l'influence politique et économique occidentale. Le souvenir persistant de l'exploitation coloniale rend ce scepticisme compréhensible. Dans ce même registre, la décolonialité devient non seulement une idée académique, mais un appel à repenser la circulation du pouvoir, du savoir et de l'aide dans le monde, et à imaginer un développement qui reflète véritablement les voix et les aspirations africaines.

Les populations locales perçoivent désormais les travailleurs humanitaires avec un scepticisme profond, interprétant leur présence comme une imposition de valeurs et de politiques étrangères qui reproduisent les promesses non tenues de la démocratie libérale. Cette méfiance n'est pas infondée ; dans de nombreux cas, les organisations d'aide ont été accusées d'aggraver les tensions locales en s'alignant, consciemment ou non, avec des régimes défendant l'agenda néolibéral occidental. Ainsi, l'aide humanitaire assume désormais une double identité sociale : d'une part, comme force bienveillante venant de l'Occident néolibéral, et d'autre part, comme vecteur de la continuité d'une pratique néocoloniale.

La junte militaire actuelle au Niger, qui rejette la légitimité des idéaux démocratiques occidentaux, renforce ce sentiment en présentant les travailleurs humanitaires internationaux comme des agents dissimulés d'un système qui a, à plusieurs reprises, échoué au pays. Par ailleurs, la politisation de l'aide contribue à accroître les risques sécuritaires. Depuis 2023, les attaques violentes contre les travailleurs humanitaires ont augmenté sensiblement (Humanitarian Outcomes, 2024). Cette hostilité croissante entrave désormais la fluidité des opérations humanitaires.

Selon la Banque mondiale (2022), l'Indice de développement humain (IDH) du Niger est resté stagnant au cours de la dernière décennie. L'instabilité politique, la corruption et l'aventurisme militaire dans la politique du pays expliquent en grande partie les difficultés de développement. De plus, la fréquence des coups d'État dans la région est associée à des baisses significatives des investissements étrangers et de la prestation des services publics, créant un cercle vicieux de sous-développement et d'instabilité. Au Niger, après le coup d'État de 2023, les allocations publiques pour l'éducation et la santé ont chuté d'environ 25 % (Banque mondiale, 2022), ce qui a gravement réduit la capacité de l'État à répondre aux crises humanitaires. Selon Mbembe (2001), cet effondrement n'est pas simplement une crise de gouvernance. Il reflète plutôt la réinscription postcoloniale du pouvoir souverain, qui administre la mort et exerce une violence biopolitique sur la vie civile. Ndlovu-Gatsheni (2013) situe cela dans le contexte de la « colonialité du pouvoir » qui perdure dans les États postcoloniaux, les prédisposant aux crises et à la dépendance extérieure.

La théorie féministe offre un autre angle d'analyse important. Thiam (1978), Oyěwùmí (1997) et d'autres universitaires féministes africains ont montré que l'aide et les initiatives de développement reproduisent souvent des savoirs coloniaux, sapant la souveraineté locale et l'autodétermination des genres. Dans ce cadre, la situation au Niger peut être comprise à travers les logiques croisées d'inadéquation de la gouvernance, de dépendance historique et d'échecs de la démocratie libérale, plutôt que comme une exception.

Ainsi, au Niger, l'échec de la démocratie libérale, avec ses arrière-plans néocoloniaux, a eu des conséquences considérables sur le progrès socio-économique du pays. La population exprime son mécontentement envers les systèmes de gouvernance néolibéraux, considérés comme responsables de la plupart de leurs difficultés de développement. Ce désenchantement a ouvert la voie à un modèle politique alternatif, notamment la gouvernance de type militaire, qui privilégie une approche centralisée et autoritaire au détriment des valeurs démocratiques libérales, de pluralisme et de protection des droits individuels.

Cela implique que la junte militaire actuellement au pouvoir est perçue par de nombreux Nigériens non pas comme une aberration démocratique passagère, mais comme un correctif nécessaire aux échecs systémiques de l'ordre libéral, qui a continuellement marginalisé les besoins et les aspirations de la population locale. Par ailleurs, de nombreux travailleurs humanitaires opérant dans le pays ont été contraints de naviguer dans un paysage religieux et politique fortement polarisé, où leurs efforts sont scrutés non seulement pour leur efficacité opérationnelle, mais aussi pour leurs implications politiques.

Cette étude vise à analyser comment l'aide humanitaire est utilisée comme un outil de contrôle (néo)colonial, en particulier dans le contexte nigérien. Pour ce faire, elle adopte une méthodologie qualitative afin d'examiner les implications du récent coup d'État au Niger sur les opérations humanitaires. L'étude s'appuie sur des données obtenues via des entretiens semi-structurés approfondis avec des informateurs clés, comprenant trois travailleurs humanitaires au Niger, six experts universitaires ayant une expérience de recherche étendue sur l'aide humanitaire et le développement international, ainsi que quinze habitants locaux. Une stratégie d'échantillonnage raisonné a été utilisée pour garantir que les participants possèdent une connaissance adéquate des opérations humanitaires au Niger, permettant ainsi des analyses riches et contextualisées des défis rencontrés par les organisations d'aide. Les données ont été analysées par une méthode d'analyse thématique pour identifier les motifs et les thèmes relatifs à l'aide humanitaire, à l'instabilité politique et à la décolonialité au Niger.

Aide humanitaire et instabilité politique

La littérature sur la prestation de l'aide humanitaire dans les régions politiquement instables, en particulier dans les pays connaissant des coups d'État, a considérablement évolué ces dernières années. Cependant, si les études existantes ont exploré les complexités plus larges de l'aide humanitaire dans les zones de conflit, elles n'abordent pas souvent de manière adéquate les implications spécifiques des coups d'État militaires ni les dynamiques décoloniales qui façonnent l'environnement opérationnel. Cette lacune apparaît clairement dans la littérature existante.

Au Niger, les structures postcoloniales récentes, l'instabilité politique et l'échec de la démocratie libérale ont aggravé les défis rencontrés par les organisations humanitaires. Dans ce contexte, cette étude examine la littérature actuelle sur l'aide humanitaire dans des environnements politiquement instables, en mettant l'accent sur les défis particuliers posés par les coups d'État, et intègre une critique décoloniale afin de mettre en lumière les problèmes structurels en jeu.

La décolonialité a indéniablement fourni, et de plus en plus, un prisme pour interroger les racines impériales de l'humanitarisme. Rodogno (2021) soutient que la plupart de l'aide internationale a historiquement suivi un schéma d'expansion coloniale tout en prétendant apporter de l'aide aux États postcoloniaux du tiers-monde. La série *Decolonizing Aid in Africa*, de la plateforme Critical Investigations into Humanitarianism in Africa, offre une critique pertinente de l'aide humanitaire au développement, présentée comme un mécanisme de reproduction de la dépendance structurelle entre le Nord et le Sud global. CIHA plaide pour des interventions humanitaires dirigées par les communautés locales, estimant qu'une opération humanitaire excluant les populations locales de ses processus est intrinsèquement inefficace (CIHA, 2024).

Un point d'attention dans la littérature existante concerne le lien entre troubles politiques et distribution de l'aide humanitaire. Fournissant une vue d'ensemble de la relation entre ces deux variables, Thomson (2020) note que les troubles politiques perturbent naturellement les opérations humanitaires par la restriction d'accès à certaines zones, les menaces sécuritaires et d'autres obstacles bureaucratiques imposés par les forces militaires. Les études se sont principalement concentrées sur l'instabilité à long terme liée aux conflits plutôt que sur les perturbations immédiates causées par les coups d'État militaires (Bennett et al., 2006 ; Thomson, 2020 ; Humanitarian Outcomes, 2024). Ces bouleversements perturbent non seulement les structures de gouvernance, mais également les opérations humanitaires, surtout lorsque la nouvelle junte militaire impose des politiques et réglementations différentes, créant ainsi un environnement volatil pour les travailleurs humanitaires.

Décolonialité et aide humanitaire en Afrique

La critique du modèle démocratique libéral est essentielle pour comprendre pourquoi de nombreux Africains continuent de percevoir la plupart des interventions humanitaires des organisations internationales avec suspicion et méfiance. Malgré la fin officielle de la domination coloniale sur le continent africain, la majorité des organisations humanitaires sont perçues comme complices de la continuation des objectifs néocoloniaux et néolibéraux.

Cette critique prend une importance particulière au Niger où le récent coup d'État a conduit la junte militaire à critiquer ouvertement et à s'opposer aux systèmes néocoloniaux et néolibéraux se faisant passer pour un régime démocratique (Ndlovu-Gatsheni, 2013). La distribution de l'aide humanitaire au Niger a été entravée par plusieurs problèmes structurels et politiques au fil du temps, surtout depuis 2023, après le coup d'État ayant conduit à la mise en place de la junte militaire actuelle. Par exemple, l'effondrement de nombreuses institutions gouvernementales sous contrôle militaire a perturbé les mécanismes de gouvernance existants, créant un vide qui limite la coopération entre les fournisseurs d'aide. L'importance de la collaboration et de la coordination dans les réponses humanitaires, notamment dans les contextes post-catastrophes, ne reflète pas entièrement la rapidité avec laquelle des changements politiques soudains, tels que des coups d'État, peuvent compromettre ces systèmes (Bennett et al., 2006). Au Niger, les organisations humanitaires, traditionnellement dépendantes des cadres étatiques, doivent désormais opérer dans un environnement marqué par l'incertitude et la faiblesse des institutions.

Les facteurs historiques et sociaux aggravent encore cette instabilité. Il est clair que les réalités actuelles du sous-développement au Niger, comme dans la plupart des pays de la région sahélienne, ne peuvent être dissociées de l'ombre persistante des héritages coloniaux et de la domination continue des modèles de gouvernance occidentaux, même en période postcoloniale (Mignolo, 2011). Après l'indépendance formelle du Niger, les vestiges du système de gouvernance de style colonial, caractérisé par une centralisation rigide et une prise de décision hiérarchique, restent profondément ancrés. Ces structures ont souvent laissé les citoyens se sentir marginalisés et démunis face à la détermination de leur propre destin. La population manifeste une fatigue croissante à l'égard de la rhétorique du « développement », de nombreuses promesses n'ayant pas permis de transformations tangibles ou durables dans la vie quotidienne.

Comme l'observe Mbembe (2001), les initiatives d'aide reproduisent souvent les schémas coloniaux : les solutions sont conçues ailleurs et imposées aux réalités locales, laissant peu de place à une véritable participation ou appropriation. La présence des travailleurs humanitaires au Niger a conduit les populations locales à percevoir de nombreux projets humanitaires avec un optimisme prudent.

Muggah (2013) met en évidence des dynamiques similaires en Haïti, où l'aide humanitaire a souvent été mêlée à des motifs politiques, brouillant la frontière entre assistance et influence. Cette perception persiste, l'idée étant que les organisations d'aide sont souvent vues comme des prolongements des idéaux libéraux occidentaux qui n'ont pas su apporter justice et égalité. Cette association, comme le note Thomson (2020), peut conduire à l'exclusion de certaines organisations des réseaux d'aide locaux, leur présence étant perçue comme un renforcement des systèmes politiques discrédités.

Selon Hilhorst et Jansen (2010), leur étude fournit un prisme précieux pour comprendre ces tensions sociales, en conceptualisant l'espace humanitaire non seulement comme un champ politiquement contesté, mais aussi comme un espace façonné par les interactions et les luttes de pouvoir entre de multiples acteurs. Si leur cadre saisit la politique quotidienne de l'aide, il n'examine pas pleinement la manière dont les bouleversements politiques soudains, tels que les coups d'État militaires, reconfigurent le paysage humanitaire. Ces changements révèlent la nature profondément politique de l'action humanitaire dans les contextes postcoloniaux : ils perturbent non seulement la logistique opérationnelle, mais redéfinissent également les relations intrinsèques entre fournisseurs d'aide, État et communautés locales.

L'effondrement de la gouvernance démocratique au Niger et la montée subséquente d'une junte militaire créent un environnement où les opérations humanitaires deviennent de plus en plus complexes (Kanté et al., 2024). Les organisations humanitaires doivent donc concilier la nécessité de rester neutres avec le fait d'opérer dans un contexte extrêmement volatil et délicat, où les populations locales nourrissent une méfiance significative à leur égard et où tout alignement perçu avec la junte militaire pourrait être interprété, par la communauté internationale, comme une complicité avec les objectifs du régime.

Le rôle des acteurs locaux dans la décolonisation de l'aide humanitaire

Le rôle des acteurs locaux dans la réponse à l'instabilité politique et aux crises humanitaires a également suscité une attention considérable dans la littérature. Collier et Hoeffler (2002) soulignent que les communautés locales sont souvent les premières à intervenir lors des crises, apportant une assistance immédiate avant que les organisations humanitaires internationales ne puissent se mobiliser. Cependant, leurs travaux, qui se concentrent principalement sur les contextes de guerre civile, n'examinent pas pleinement la manière dont les acteurs locaux s'adaptent aux changements politiques soudains tels que les coups d'État.

Au Niger, les agences locales commencent désormais à développer des stratégies pour gérer les relations complexes avec la nouvelle autorité militaire tout en assurant la fourniture de services essentiels. Selon Hilhorst et Jansen (2010), les interventions humanitaires doivent intégrer l'agentivité locale afin d'être sociopolitiquement pertinentes. Les acteurs locaux jouent un rôle encore plus crucial pour garantir que l'aide parvienne aux populations les plus nécessiteuses au Niger, où la population s'est longtemps sentie marginalisée par le gouvernement central et les opérations internationales.

Les dilemmes éthiques constituent une autre préoccupation majeure pour les organisations humanitaires opérant dans des environnements politiquement instables. Il est impératif de trouver un équilibre dans le paysage moral complexe auquel sont confrontés les travailleurs humanitaires : apporter une assistance tout en maintenant neutralité et impartialité. Au Niger, ces défis éthiques sont amplifiés par les dynamiques politiques entourant le coup d'État militaire. Les organisations humanitaires subissent désormais une pression intense pour démontrer leur neutralité, tout en faisant face à la perception selon laquelle elles sont néolibérales et alignées sur des régimes politiques soutenus par l'Occident. Cette perception non seulement compromet leur capacité à agir efficacement, mais met également en danger à la fois les travailleurs humanitaires et les communautés locales. Comme le souligne Muggah (2013), la politisation des processus humanitaires est particulièrement marquée dans les contextes de coup d'État, où les nouveaux acteurs politiques peuvent chercher à contrôler le flux de l'aide pour légitimer leur pouvoir ou obtenir le soutien populaire.

Appuyant cette position, Hosseini et al. (2023) apportent un éclairage sur la manière dont les organisations humanitaires se sont adaptées aux turbulences politiques. L'implication ici est que, même si leur analyse se concentre principalement sur l'instabilité politique à long terme, elle fournit des enseignements précieux sur la manière dont les organisations humanitaires peuvent ajuster leurs opérations face à des changements politiques soudains. Au Niger, les organisations humanitaires ont dû innover en utilisant des plateformes numériques pour la distribution de l'aide et en forgeant des partenariats plus solides avec les acteurs locaux. Ces stratégies d'adaptation sont essentielles pour maintenir le flux de l'assistance humanitaire malgré l'instabilité politique provoquée par le récent coup d'État.

Ainsi, la littérature existante offre une compréhension large des défis auxquels sont confrontées les organisations humanitaires opérant dans des régions en conflit et politiquement instables. Bien que la démocratie libérale ignore fréquemment les effets spécifiques des coups d'État et les répercussions persistantes du colonialisme, son échec contribue à complexifier davantage les efforts humanitaires.

Décoloniser l'aide humanitaire : une réflexion théorique

Depuis sa création parallèlement aux conquêtes coloniales, l'aide humanitaire, en particulier celle provenant des bailleurs occidentaux, n'a pas simplement fonctionné comme un geste neutre de secours, mais aussi comme la continuation des dynamiques de pouvoir impérial. Comme le souligne Quijano (2000), la colonialité du pouvoir perdure au-delà de l'empire formel, structurant des hiérarchies mondiales de race, de savoir et d'autorité qui continuent de façonner les institutions d'intervention.

Les standards humanitaires, qu'ils soient influencés par le système de clusters des Nations unies ou par les *Sphere Minimum Standards*, proviennent fréquemment de points de vue occidentaux. Ils définissent ce que signifie être en bonne santé, bien vivre, traiter les gens équitablement et disposer d'une gouvernance juste. Cependant, nombre de ces standards néolibéraux reflètent à peine les réalités vécues par les populations qu'ils sont censés assister. Ils peuvent paraître distants et impersonnels dans des lieux comme le Niger, ignorant le riche réservoir de savoirs indigènes qui a longtemps guidé les communautés à travers le Sahel. En effet, la plupart des familles nigériennes ont construit des habitations adaptées aux vents désertiques, partagé nourriture et eau via des réseaux sociaux complexes, et soigné leurs proches grâce à des connaissances transmises par les anciens.

Ces modes de vie, fondés sur le soin, la coopération et la résilience, sont pourtant souvent considérés comme informels ou non scientifiques dans les systèmes humanitaires. Les ONG internationales, contraintes par des couches de bureaucratie et des procédures rigides, reproduisent souvent les mêmes structures hiérarchiques descendantes autrefois imposées par les administrations coloniales. Le résultat est une aide qui parle le langage de la compassion mais peine à reconnaître les populations qu'elle prétend servir comme maîtres de leur propre survie. De plus, le système humanitaire néolibéral a largement sous-estimé les savoirs expérientiels des communautés nigériennes et leurs techniques d'adaptation qui ont évolué au fil des générations (Rodogno, 2021). Cette disparité est critiquée par Mignolo (2011) comme relevant de la « colonialité du savoir », c'est-à-dire la préférence persistante pour les savoirs occidentaux au détriment des visions du monde alternatives.

Mignolo (2011) plaide également pour une « désobéissance épistémique », un acte conscient de rupture avec les systèmes de savoir dominants afin de faire place aux voix subalternes. Les standards humanitaires, façonnés principalement par les *Sphere Minimum Standards* ou le système de clusters de l'ONU, émanent souvent de perspectives occidentales qui définissent ce que signifie bien vivre, être en bonne santé ou bénéficier d'une gouvernance juste. Bien que ces cadres prétendent à l'universalité, ils reflètent rarement les réalités vécues des populations qu'ils visent. Depuis des générations, les familles nigériennes construisent des habitations adaptées aux vents du désert, partagent nourriture et eau par des réseaux sociaux complexes et soignent leurs proches grâce aux savoirs transmis de génération en génération. Dans des pays comme le Niger, les systèmes humanitaires néolibéraux, comme dans la majeure partie du monde en développement, ignorent souvent le profond réservoir de savoirs locaux et l'agentivité qui ont guidé les communautés africaines à travers le Sahel pendant des siècles.

Maldonado-Torres approfondit cette position en montrant que les communautés africaines sont souvent représentées comme de simples bénéficiaires d'une charité, plutôt que comme des acteurs robustes de leur propre existence (Ngwenya & Naude, 2016). Cette image se matérialise au Niger à travers des images évocatrices de missions de charité, de visages couverts de poussière, de bols vides tendus avec désespoir et de mères au regard triste. Bien que ces représentations visent à susciter la compassion, elles occultent souvent un récit plus authentique et discret, inscrit dans les actes quotidiens de résilience qui unissent les communautés.

Les méthodes ancestrales et décoloniales de prise en charge des défis sanitaires, sociaux et humanitaires ont toujours fait partie intégrante de l'existence des populations. Ces systèmes indigènes éprouvés et efficaces apparaissent rarement dans les rapports officiels ou à la une des médias mondiaux, pourtant ils révèlent un système humanitaire profond et résilient.

Des penseurs décoloniaux comme Mbembe (2001) et Ndlovu-Gatsheni (2013) rappellent que les États postcoloniaux héritent souvent de la logique de gouvernance coloniale. Rabiou et al. (2024) affirment qu'il s'agit de systèmes enracinés dans une longue histoire d'ordre néolibéral où secours et autorité sont imbriqués. Les chercheuses féministes décoloniales apportent une dimension supplémentaire à cette critique : Tamale (2020) souligne que les femmes africaines sont trop souvent représentées comme des bénéficiaires passives de l'aide, leur leadership et savoir étant effacés par les hiérarchies coloniales genrées. Par ailleurs, Khursheed (2022) montre comment les microcrédits, les transferts monétaires ou les distributions de kits médicaux renforcent souvent des stéréotypes plutôt que d'autonomiser les femmes à travers leurs systèmes communautaires.

Les associations de femmes au Niger ont longtemps joué un rôle crucial dans la gestion des ressources en eau, la médiation des conflits et le maintien de la cohésion sociale. Pourtant, les programmes conventionnels d'eau, d'assainissement et d'hygiène (Wash) ou de protection les consultent rarement, perpétuant l'hypothèse coloniale selon laquelle les voix des femmes nécessitent une validation externe (Dei, 2014 ; Rabiou et al., 2024).

Il est clair que ces réalités montrent que l'aide humanitaire au Niger postcolonial, et particulièrement après le coup d'État de 2023, évolue encore dans des hiérarchies rigides de savoir, de pouvoir et de genre qui reflètent les systèmes coloniaux qu'elle prétend abolir. La conséquence est qu'elle ignore l'essence et la force de l'être nigérien : la sagesse des anciens, l'ingéniosité des femmes, la détermination des jeunes et la force tranquille qui a toujours guidé les communautés à travers les épreuves. La véritable compassion commence donc non par l'instruction, mais par l'écoute des voix qui n'ont jamais été silencieuses, seulement ignorées.

Sans aucun doute, la décolonisation de l'aide nécessiterait donc bien plus qu'une participation locale. Elle exigerait une reconfiguration de ce qui est considéré comme savoir, de ce qui voit ses structures de gouvernance reconnues et de quelles voix déterminent les conditions de l'aide ou des interventions humanitaires.

L'impact de l'instabilité politique au Niger

L'un des thèmes clés qui émerge des entretiens est la perturbation des opérations humanitaires et l'inaccessibilité des populations vulnérables aux organisations humanitaires. Les répondants s'accordent unanimement à dire que le coup d'État a considérablement perturbé la fourniture de l'aide humanitaire, beaucoup soulignant les difficultés accrues pour atteindre les populations les plus vulnérables. L'instabilité politique et la prise de contrôle militaire au Niger ont introduit de nombreux obstacles à l'aide humanitaire, notamment des retards administratifs, des restrictions de mouvement et des risques sécuritaires accrus. Ces facteurs ont collectivement entravé l'efficacité des agences humanitaires dans la région.

Un travailleur humanitaire au Niger a expliqué ces dynamiques en déclarant :

La prise de contrôle militaire rend extrêmement difficile notre accès à certaines zones. Nous faisons face à des barrages constants et notre travail est souvent retardé en raison des nouveaux obstacles bureaucratiques instaurés par l'armée. (Travailleur humanitaire, The International Rescue Committee, Niger, 2024)

Cette déclaration s'aligne avec la thèse de Muggah (2013) selon laquelle l'instabilité politique, telle que les coups d'État, entraîne souvent des perturbations logistiques, une augmentation des coûts opérationnels et des retards dans la distribution de l'aide, compromettant dans la plupart des cas l'efficacité globale des opérations humanitaires. Cela suggère que les exigences bureaucratiques imposées par la junte militaire, obligeant toutes les organisations humanitaires opérant dans le pays à obtenir l'autorisation préalable de l'armée avant toute opération, affectent directement l'espace humanitaire du pays. Bien que le gouvernement militaire ne soit pas le seul responsable des nouveaux défis opérationnels, les perturbations qui accompagnent typiquement les prises de contrôle militaires soudaines et l'érosion des structures démocratiques existantes peuvent en être partiellement la cause.

Comme l'a observé un autre répondant :

« Je ne suis pas sûr que le CICR et Médecins Sans Frontières trouvent leur travail facile dans cette région », soulignant les capacités limitées de ces grands acteurs humanitaires à la suite du coup d'État.

Les rapports officiels de MSF et du CICR sur leurs opérations corroborent ces constats (MSF, 2023). Par exemple, MSF a signalé d'importantes difficultés à fournir une assistance médicale aux communautés vulnérables en raison des affrontements fréquents entre les troupes gouvernementales et les groupes terroristes, ainsi que des couvre-feux imposés par la hiérarchie militaire dans certains territoires, retardant considérablement la livraison des interventions médicales urgentes (MSF, 2023). De même, le CICR a rapporté plusieurs perturbations de ses opérations humanitaires dues à un accès limité aux principales communautés vulnérables affectées par les conflits violents (ICRC, 2023 ; Ocha, 2023).

Ces obstacles opérationnels ne sont pas seulement le résultat de défis sécuritaires, mais constituent également une manifestation des dynamiques géopolitiques et décoloniales plus larges à l'œuvre. La réticence du régime militaire en place envers les opérations des organisations humanitaires néolibérales illustre davantage la méfiance que la plupart des régimes militaires postcoloniaux africains nourrissent envers ces organisations. Cela explique pourquoi l'administration militaire actuelle dans le pays est réticente à l'égard des postures de nombreuses agences néolibérales, dont l'organisation humanitaire est un élément central. Cette situation renforce la perception des populations locales, qui considèrent ces organisations comme des agents d'agendas politiques étrangers et de l'ordre néocolonial libéral-démocratique, qui a, au fil du temps, enrichi quelques membres de l'élite politique interne au détriment des masses.

La méfiance des populations locales trouve ses racines dans les héritages coloniaux, où les interventions extérieures étaient souvent perçues comme servant les intérêts des anciennes puissances coloniales plutôt que les besoins et aspirations locaux. Comme l'a noté un participant résidant à Maradi, en langue fulfulde :

tawtooreede gollotoobe ballondiral hakkunde leydeele wontii politik no feewi. Yimbe doo njiyataa be ko lanndaaji di ngonaa laamuyankooji; be njiytiraa ko gollotoobe laamuuji janani.
(Transcription en anglais : « la présence des travailleurs humanitaires internationaux est devenue hautement politisée. Les gens ici ne les voient pas comme des parties neutres ; ils sont perçus comme des agents de puissances étrangères »).

Ce témoignage suggère que, dans le discours postcolonial, l'aide humanitaire au Niger et dans la plupart des communautés africaines n'est pas souvent neutre, mais constitue un outil de contrôle néocolonial, perpétuant des dynamiques de pouvoir inégales entre pays donateurs et États bénéficiaires (Ndlovu-Gatsheni, 2013). Il démontre également que les échecs des organisations humanitaires à naviguer dans le paysage politique complexe du Niger ne sont pas uniquement dus à des défis logistiques et sécuritaires, mais également à l'aliénation politique et culturelle des populations locales, héritée de la longue tradition coloniale et de la méfiance persistante des populations à leur égard.

Conclusion

On peut déduire de cette étude que les opérations humanitaires néolibérales au Niger ne peuvent être pleinement comprises sans les situer dans le contexte plus large des échecs de gouvernance postcoloniaux et de la colonialité persistante inscrite dans les architectures mondiales de l'aide. Il est clair que le coup d'État de 2023 au Niger a profondément impacté les opérations humanitaires. Il a perturbé les canaux logistiques et les routines opérationnelles tout en exposant davantage les fractures de longue date dans les relations entre les acteurs humanitaires externes et les populations locales.

Cette étude révèle également que la plupart des organisations humanitaires néolibérales opérant dans le contexte politique militarisé du Niger sont désormais confrontées à d'importants défis bureaucratiques, sécuritaires et structurels, qui se situent au cœur de leurs interactions avec les communautés qu'elles servent.

La profonde méfiance sociale et la suspicion que nourrissent les populations locales et le régime militaire à l'égard de nombreuses organisations néolibérales compliquent encore la situation et expliquent pourquoi la plupart des organisations humanitaires et leurs opérations sont perçues avec un optimisme prudent par les populations locales. Ces observations renforcent les critiques décoloniales qui plaident pour le démantèlement des modèles d'aide hiérarchiques, qui privilégient l'expertise externe tout en marginalisant l'agentivité indigène.

Ainsi, l'expérience nigérienne montre que, pour que les opérations humanitaires soient efficaces dans des environnements politiquement volatils, comme en période de coups d'État, il ne suffit pas d'adapter les opérations. Il est nécessaire de transformer fondamentalement la logique humanitaire et de promouvoir une pratique véritablement décolonisée : une pratique fondée sur la pluralité épistémique, la gouvernance locale et la confiance relationnelle, offrant la voie la plus viable vers une assistance durable et la stabilité politique. Dans ce sens, la crise au Niger constitue à la fois un avertissement et une opportunité de repenser l'humanitarisme au-delà de ses héritages coloniaux.

Bibliographie

- Aina, T. A. (2013). *Giving to help, helping to give: The context and politics of African philanthropy*. Amalion Publishing.
- Ampofo, A. A. (2024). *The last word: Funtumfunafu, Denkyemfunafu: The individual, the community reciprocity, and grace*. In C. Kemedjio & C. Lynch (Eds.), *Who Gives to Whom? Reframing Africa in the Humanitarian Imaginary* (Culture and Religion in International Relations, pp. 239–248). Palgrave Macmillan. https://doi.org/10.1007/978-3-031-46553-6_12
- Bennett, J., Bertrand, W., Harkin, C., Samarasinghe, S., & Wickramatillake, H. (2006). Coordination of international humanitarian assistance in tsunami-affected countries. *Tsunami Evaluation Coalition*.
- CIHA. (2024, June 14). *Decolonizing Aid in Africa*. CIHA Blog. Available at: <https://www.cihablog.com/decolonizing-aid-in-africa/>
- Collier, P., & Hoeffler, A. (2002). On the incidence of civil war in Africa. *Journal of Conflict Resolution*, 46(1), 13–28.
- Comité international de la Croix-Rouge. (2023). *Rapport annuel du CICR pour 2023*. Comité international de la Croix-Rouge. <https://www.icrc.org/en/report/icrc-annual-report-2023?utm>
- Dei, G. J. S. (2014). *Indigenous knowledge and the politics of decolonization*. Routledge.
- Doukhan, D., & Azani, E. (2021). *Global Jihad in Africa: Danger and Challenges*. International Institute for Counter-Terrorism (ICT). <http://www.jstor.org/stable/resrep37744>.
- Doutchi M., Ghousmane A., Zampaligre, F., Moussa, B., Ishagh, E. K., Talatou Marc, O., Oumarou, B., Kaya, M. S., Diawara, G. A., Camara, A. M., Moussa, S., Bienvendu, K., Toko J., Harouna, H., Moussa, H., Kofi, N'Z., Tamuzi, J. L., Katoto, P. D. M. C., Wiysonge, C. S., & Melanga Anya, B.-P. (2024). Health transformation toward universal healthcare coverage amidst conflict: examining the impact of international cooperation in Niger. *Front. Public Health*. 12:1303168. doi: 10.3389/fpubh.2024.1303168.
- Fanon, F. (1961). *The wretched of the earth*. Grove Press.
- Guillou, D. (2024, December 6). *Climate change: humanitarian aid at a crossroads*. Alternatives Humanitaires. <https://www.alternatives-humanitaires.org/en/2024/12/06/climate-change-humanitarian-aid-at-a-crossroads/>
- Humanitarian Outcomes. (2024). Security Report 2024: Balancing advocacy and security in humanitarian action. https://humanitarianoutcomes.org/sites/default/files/publications/awsr_2024.pdf?utm
- Grosfoguel, R. (2011). Decolonizing postcolonial studies and paradigms of political-economy: Transmodernity, decolonial thinking, and global coloniality. *Transmodernity*, 1(1), 1–38.
- Hilhorst, D., & Jansen, B. J. (2010). Humanitarian space as arena: A perspective on the everyday politics of aid. *Development and Change*, 41(6), 1117–1139.
- Hosseini, S. A., Mohammadi L., Amirbagheri K., & de la Fuente, A. (2023). Assessing humanitarian supply chain operations in the aftermath of the Kermanshah earthquake. *Journal of Humanitarian Logistics and Supply Chain Management*, 13(4), 378–398. <https://doi.org/10.1108/JHLSCM-01-2022-0001>
- Kanté, A., Koné, F. R., Koné, H., Souaré, I. K., Sow, D., Thérone-Bénoni, L.-A., & Toupane, P. M. (2024). *Rethinking responses to unconstitutional changes of government in West Africa*. Institute for Security Studies. <http://www.jstor.org/stable/resrep62988>.

- Kemedjio, C., & Lynch, C. (2024). *Who gives to whom? Reframing Africa in the humanitarian imaginary* (Culture and Religion in International Relations). Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-031-46553-6>.
- Khursheed, A. (2022). Exploring the role of microfinance in women's empowerment and entrepreneurial development: a qualitative study. *Future Business Journal*, 8, 57. <https://doi.org/10.1186/s43093-022-00172-2>.
- Maldonado-Torres, N. (2007). On the coloniality of being: Contributions to the development of a concept. *Cultural Studies*, 21(2–3), 240–270.
- Mamdani, M. (1996). *Citizen and Subject: Contemporary Africa and the Legacy of Late Colonialism*. Princeton University Press.
- Mbembe, A. (2001). *On the Postcolony*. University of California Press.
- Médecins Sans Frontières. (2023). *Bilan de l'année 2023*. MSF International. <https://www.msf.org/my/no-de/49381?utm=>
- Mignolo, W. (2011). *The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options*. Duke University Press.
- Muggah, R. (2013). The effects of stabilization on humanitarian action in Haiti. *Disasters*, 37(4), 651–673.
- Ngwenya, N. K., & Naude, M. J. A. (2016). Supply chain management best practices: A case of humanitarian aid in southern Africa. *Journal of Transport and Supply Chain Management*, 10(1), Article 242. <https://doi.org/10.4102/jtscm.v10i1.242>.
- Ndlovu-Gatsheni, S. J. (2013). Coloniality of power in postcolonial Africa: Myths of decolonization. *CODESRIA Bulletin*, (1 & 2), 28–33.
- Ocha. (2023). Humanitarian situation reports in West Africa. *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs*.
- Oyěwùmí, O. (1997). Visualizing the Body: Western Theories and African Subjects. In *The Invention of Women: Making an African Sense of Western Gender Discourses* (NED-New edition, pp. 1–30). University of Minnesota Press. <http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.cttt0vh.6>.
- Quijano, A. (2000). Coloniality of power, Eurocentrism, and Latin America. *Nepantla: Views from South*, 1(3), 533–580.
- Rabiou, L. M., Oumarou, B., Mor, D., Abdou, M., Ibrahim, C., Tamuzi, J. L., Katoto, P. D. M. C., Wiysonge, C. S., Melanga Anya, B.-P., & Manengu, T. C. (2024). Mobile outreach clinics for improving health care services accessibility in vulnerable populations of the Diffa Region in Niger: a descriptive study. *Int J Equity Health*, 23, 235. <https://doi.org/10.1186/s12939-024-02322-0>.
- Rodogno, D. (2021). Decolonisation and humanitarianism. *Global Challenges*, 1(10). <https://globalchallenges.ch/issue/10/decolonisation-and-humanitarianism/?utm>.
- Tamale, S. (2020). *Decolonisation and Afro-Feminism*. Ottawa: Daraja Press. ISBN 9781988832494.
- Thiam, A. (1978). *La Parole Aux Néggresses*. Divergences. ISBN 9791097088712.
- Thomson, A. (2020). The credible commitment problem and multiple armed groups: FARC perceptions of insecurity during disarmament in the Colombian peace process. *Conflict, Security & Development*, 20(4), 497–517. <https://doi.org/10.1080/14678802.2020.1794139>.
- World Bank. (2022). *Niger: Building Economic Resilience to Shocks*. World Bank Publications. <https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2022/03/29/afw-niger-renforcer-la-resilience-de-leconomie-pour-faire-face-aux-crises>.
- Youngs, R., Alexopoulou, K., Brudzińska, K., Csaky, Z., Farinha, R., Godfrey, K., Jones, E., Mantoiu, E., Panchulidze, E., & Ventura, E. (2024). Security and Peace-Building Interventions. In *European Democracy Support Annual Review 2023* (pp. 28–30). Carnegie Endowment for International Peace. <http://www.jstor.org/stable/res-rep57897.9>.